

PASSE PRESENT DU MOUVEMENT ETUDIANT 14 et 15 MAI 1997

Extraits des témoignages et interventions de Louis Laisney, Pierre Rostini et Paul Bouchet à l'occasion du colloque organisé à l'occasion du 90^{ème} anniversaire de la création de l'UNEF, à l'initiative de l'AAUNEF, organisé avec l'association TRACES et le concours des chercheurs du Germe et du journal *Le Monde*, et la participation des dirigeants et intervenants des organisations étudiantes : FAGE, UNEF ID, UNEF dite SE et UNI.

LOUIS LAISNEY

Malheureusement, malgré notre assiduité méritoire et nos interventions permanentes, nous ne parviendrons pas à faire prévaloir le principe d'apolitisme auquel notre association était attachée. Pour les autres pays, l'antinazisme à la fin de la guerre ne se discutait même pas et proposer une sorte de neutralité pouvait apparaître comme un début de trahison. Et nous nous sommes inclinés d'autant qu'entre temps le Congrès de Grenoble avait marqué en France une très nette évolution.

C'est là au cours des vacances de Pâques 1946 qu'est adoptée la fameuse «Charte de Grenoble». Je faisais partie de ceux qui n'étaient pas favorables à cette prise de position plus politique que ce qui s'était fait dans les précédents congrès. Le congrès fût houleux, comme il est de tradition, mais peut-être plus encore que d'habitude. Je me souviens de l'intervention de notre ami Villedieu, président de l'UNEF à l'époque, arrivé en retard et de ce fait fortement critiqué et conspué, et qui, excellent orateur avait quand même retourné la salle. C'est à la suite de réunions en commissions que cette Charte de l'étudiant est mise sur pied et finalement adoptée.

Ceux qui mènent un congrès, ce sont les dirigeants antérieurs jusqu'au moment de l'élection. Ce que vous appelez l'équipe de 1946 sera élue à la fin des travaux. L'équipe en place a été élue en 1945 et se compose essentiellement de Villedieu président, Rostini et Boinnet vice-présidents, Laisney secrétaire général (depuis 1941). Le premier, le troisième et le quatrième n'ont pas sollicité le renouvellement de leur mandat. Et un nouveau

bureau, avec Trouvat comme Président et Lebert, Secrétaire général, a été élu. Rostini et Bouchet en sont les vice-présidents (1). Ils ont poursuivi la politique de gestion que nous avons précédemment. Quand j'étais secrétaire général, j'étais moi-même très accaparé par la gestion du sanatorium de Saint-Hilaire du Touvet. La charte de l'étudiant et les actions nouvelles dans le domaine social sont à leur actif et nous pouvons leur en être reconnaissants.

[...]

Au Congrès de Prague en 1946, nous saluons la création de l'Union internationale des étudiants (UIE), alors même que dans sa phase d'élaboration, nous avons dénoncé les risques de dérive politique.

Les travaux en commissions y ont été très intéressants. J'ai présidé, pour ma part, la commission des dégâts causés par la guerre aux universités, qui a proposé notamment un parrainage de l'Université de Caen.

Sous la présidence de Rostini, j'étais aussi rapporteur de la commission des sports. Nous avons proposé la candidature de Paris pour y tenir les premiers jeux universitaires mondiaux d'après-guerre et celle-ci a été retenue.

(1) *Laisney commet une confusion. Bouchet refuse d'entrer au bureau pour se consacrer à l'AGEL et à l'internationale, et Rostini, vice président sortant élu en 1945, ne se présente pas au bureau de 1946.*
Note R.M.

PIERRE ROSTINI

Le premier conseil d'administration de l'UNEF, auquel j'ai participé, se tenait à Montpellier en janvier 1944. J'étais alors président de l'AGE d'Aix. Louis Laisney qui m'avait entraîné à ce conseil,

n'ayant alors aucune responsabilité nationale dans l'UNEF.

J'ai fait ensuite cette visite au ministère de l'Education nationale, qu'a évoquée Louis Laisney. Les Allemands avaient fermé les universités d'Aix, Marseille, et Nice, vers le mois de mars.

Les présidents des AGE de ces universités m'avaient délégué pour protester. Je ne savais pas comment faire, j'ai pris le train jusqu'à Paris où se trouvait le siège de l'UNEF et nous sommes allés voir avec Laisney, Rosier, qui s'occupait des Oeuvres et était en quelque sorte notre intermédiaire avec les pouvoirs publics nationaux. Il appartenait aussi à un groupe de Résistance de l'administration SUPERNAP, et il nous a orienté sur cette mademoiselle Morel, qui nous a reçu avec un Inspecteur général que j'ai retrouvé à la Libération et qui était aussi résistant. Elle nous a fait un beau discours, pour nous dire que notre place n'était pas là, que la fermeture des universités étaient une bonne décision et que nous aurions dû nous trouver sur le Front de l'Est. Inutile de vous dire que Louis Laisney et moi, nous avons disparu de la circulation et on n'a plus entendu parler de nous.

Après la Libération en novembre 1944, s'est tenu un Congrès extraordinaire, au cours duquel un nouveau Bureau a été élu. Bellot, qui avait trente cinq ou trente six ans, a abandonné la présidence de l'UNEF. C'est Villedieu, président de Caen, qui a été élu et je suis entré au bureau national, comme vice-président chargé des questions internationales et du sport. Louis Laisney est resté secrétaire général et le bureau est demeuré inchangé jusqu'au congrès de Grenoble où nous sommes alors tous partis. On a mis en place une commission d'épuration dont je faisais partie. En fait, devant cette commission d'épuration, peu de choses se sont produites. Ont été présentés deux présidents d'AGE de l'époque, celui de Toulouse et celui de Lyon. Ils n'avaient rien à voir avec ceux qui ont pris l'AGE par la suite. L'un avait eu la Francisque, et l'autre pris contact directement avec le consulat d'Allemagne. Et puis il y avait aussi Félix Rajoharison, Malgache venu pour s'occuper de la section des étudiants coloniaux. Il était à l'École vétérinaire et n'avait rien compris aux événements, et donc, bien qu'épuré, nous l'avons gardé.

En ce qui concerne les questions internationales, nous avons effectivement pris contact avec les Anglais. Nous avons invité le président de l'Union nationale des étudiants d'Angleterre, Tony James,

à Paris et assisté au congrès mondial de la jeunesse démocratique à Londres ainsi qu'au congrès de Prague du 17 novembre 1945. Pendant la guerre nous avons décidé que le premier congrès étudiant aurait lieu à Prague. Les Allemands avaient détruit l'université de Prague le 17 novembre 1939 et avaient fusillé les dirigeants des organisations étudiantes, qui se trouvaient être ceux de l'Union nationale des étudiants Tchécoslovaques. Villedieu, qui était toujours à Caen, avait toujours une conception des AGE d'avant-guerre pour simplifier les choses. Quant à notre ami Alfred Rosier il croyait que l'UNEF n'était plus dans la course et j'ai dû me battre avec lui pour être partout dans les oeuvres, où nous avions une place avant la guerre.

En accord avec l'Union des étudiants patriotes (UEP), qui rassemblait tous les mouvements de Résistance étudiante, nous avons créé l'UPOE (Union patriotique des organisations étudiantes), au moment où les Forces unies des jeunes patriotes devenaient l'Union patriotique de organisations de jeunesse. J'étais moi-même secrétaire général de l'UPOE, avec comme adjoint, un secrétaire politique, qui s'appelait Manuel Bridier, et un secrétaire confessionnel, qui était le responsable de la Fédération française des étudiants catholiques. Nous avons fonctionné parallèlement à l'UNEF sur toute une série de choses. C'est ainsi que nous avons obtenu les délégués Capitant, qui instituait une représentation des étudiants dans les Conseils d'université. Je les avais moi-même, au nom de l'UPOE, négociés avec Capitant, ministre de l'Éducation nationale et le Conseil d'État. Nous avons participé aussi à toutes sortes de réunions qui étaient politiques, puisqu'elles étaient organisées avec les mouvements de résistance. Nous avons retrouvé aussi notre place dans la Confédération des travailleurs intellectuels, qui était présidée par Saintlaguë, avec Bloch Mascar, avec Rosier, tous membres de l'OCM.

Parallèlement, je siégeais à l'Union nationale des intellectuels, créée par le Conseil national de la Résistance à la suite de la commission de la défense de la pensée et de l'art.

D'une certaine façon, on peut dire que l'UNEF avait une position politique dans la ligne générale de l'époque, mais qu'elle était restée très unie sur l'ensemble des problèmes.

PAUL BOUCHET

Le devoir de mémoire est parfois difficile à tenir avec sa seule mémoire personnelle. J'ai ici en main ce que j'ai écrit avec les camarades de l'époque en 1946, l'année même de la charte de Grenoble. C'est sur du papier jauni, fort émouvant, mais cela a le mérite d'éviter les interprétations trop facilement faites après coup. Il ne s'agit pas d'idéaliser cette époque, il s'agit de s'efforcer de mieux comprendre quel était le contexte historique dans lequel, nous avons non pas refondé l'UNEF, elle n'avait pas disparu, mais dans lequel nous avons estimé nécessaire de transformer l'UNEF en un mouvement syndical. Nous n'avons jamais renié le passé de l'UNEF. C'est l'inverse et tous les textes le prouvent, mais nous estimions indispensable une transformation assez fondamentale sur les thèmes qui sont ceux de notre table ronde, c'est-à-dire ce que doit faire un mouvement étudiant, l'UNEF en la circonstance, face aux questions politiques et sociales de son temps?

Il faut comprendre que l'obsession de cette génération, dont une partie a participé à la résistance active, était de ne pas retomber dans ce que nous appelions les ornières du passé. La troisième République n'était pas notre rêve démocratique. Nous rêvions d'une république pure et dure, la littérature de l'époque est encore plus lyrique que la charte de Grenoble à ce propos. Sur le plan étudiant à proprement dit, nous voulions concevoir un mouvement dynamique, qui gomme les avatars du passé: notamment l'éclatement en divers mouvements, car l'avant-guerre avait connu cela. L'UNEF c'était des rendez-vous, selon les moments avec des affaiblissements et des dissidences. Nous nous souvenions fort bien de ce qu'avait été la division face à la montée des périls. Nous avons l'obsession en plus de la volonté de faire un mouvement unitaire. La charte se place comme un effort pour répondre à un double défi du moment, un défi matériel extraordinaire qu'il ne faut pas sous-estimer. Il n'y avait plus de restaurants étudiants, plus de logements ... Tout était à faire, il y avait des besoins matériels considérables et nous étions une génération concrète qui voulait résoudre des problèmes concrets.

En même temps il était impensable pour nous de bâtir un mouvement ne se préoccupant que des

moyens d'existence des étudiants. Il nous apparaissait que ce mouvement, pour être unitaire, par le regroupement de ceux, qui sous des drapeaux divers, celui de la France certes mais aussi des drapeaux plus particuliers, s'étaient battus dans la Résistance, devait se donner une raison d'être, dépassant les seules préoccupations matérielles d'existence. C'est ainsi que nous tirions les leçons de la période que nous venions de vivre, au cours de laquelle beaucoup d'entre nous avaient laissé leur peau. Ceci explique le lyrisme, eu égard à la période actuelle, du préambule de la Charte de Grenoble, que je vais lire, et qui contient les réponses à beaucoup de questions.

Les représentants des étudiants français légalement réunis en Congrès national à Grenoble le 24 avril 1946, conscients de la valeur historique de l'époque.

Notre génération se disait qu'il y avait un défi à relever: construction du pays, devoir de mémoire, à l'égard des leçons de l'histoire.

A l'époque où l'Union française élabore les nouvelles déclarations des Droits de l'homme et du citoyen.

Des illusions aussi que l'histoire a rangées au placard.

où s'édifie le statut pacifique des nations. Trois ans après, ce sera le rideau de fer.

où le monde du travail et de la jeunesse dégage les bases d'une révolution économique et sociale au service de l'homme.

le but est là clairement proclamé, nous voulions une révolution économique et sociale et au service de l'homme.

Affirment leur volonté de participer à l'effort unanime de reconstruction, pas de mouvements séparés du reste,

fidèles aux traditions poursuivies par la jeunesse étudiante lorsqu'elle était la plus haute conscience de sa mission, fidèle à l'exemple des meilleurs d'entre eux morts dans la lutte du peuple français pour sa liberté, constatant le caractère périmé des institutions qui les régissent, déclarent vouloir se placer comme ils l'ont fait si souvent au cours de leur histoire, à l'avant-garde de la jeunesse française en définissant librement comme base de

leurs tâches et de leurs revendications les principes suivants :

Article premier .

L'étudiant est un jeune travailleur intellectuel.

Article 3 : En tant que jeune, l'étudiant a le devoir de s'intégrer à l'ensemble la jeunesse nationale et mondiale ... C'est la fin du corporatisme et de l'isolationnisme.

Le texte est assez parlant, mais il y avait tout un travail d'explication à faire. En effet, tous les étudiants n'avaient pas été résistants, majoritairement ils avaient été comme l'ensemble de la Nation, avaient évolué mais n'avaient pas pris une part active. Ceux qui avaient participé à la Résistance et se sont retrouvés par un mélange de hasard et de volonté, en position d'influencer les choses notamment à l'AGE de Lyon, ceux-là pouvaient hésiter sur le chemin à suivre. Il faut savoir que beaucoup croyaient que l'UNEF était une force du passé, et qu'il convenait de la liquider. Parmi les projets que nous avons examinés dans la commission syndicale de l'AGE de Lyon, qui a préparé la charte de Grenoble, il y en avait un qui proposait de faire adhérer l'AGE à la CGT. Elle passait à l'époque pour le grand syndicat des travailleurs, qui avait participé au Conseil national de la Résistance, et on se demandait si les étudiants ne pourraient pas y prendre leur place. On a examiné librement toutes ces propositions et finalement on s'est dit que le mouvement étudiant avait une originalité, précisément parce que l'étudiant est un jeune travailleur intellectuel. Nous avons aussi déjà un regard sur ce qui se passait à l'Est, et si nous avons approuvé la constitution de l'UIE, en essayant de l'orienter sans avoir les illusions que beaucoup d'autres avaient, notamment dans le mouvement ouvrier.

Pour revenir à ce problème des rendez-vous historiques et de l'infirmité dans laquelle s'était retrouvée la vieille UNEF parce qu'elle avait voulu mettre dans ses statuts de la neutralité politique et religieuse: avant la charte, figure une première partie posant la nécessité de réformer l'UNEF et les AGE. Il y avait beaucoup de raisons à cela, le manque de sérieux entre autres ...

On nous accuse bien vite d'être un des derniers bastions des préjugés et de privilèges de classe, contre lesquels les peuples libérés ont lutté et luttent encore implacablement.

La neutralité religieuse rigoureuse sur terrain politique et religieux tels que le définissent nos statuts, et surtout la reconnaissance de fait, de la nullité des connaissances et de la conscience politique chez les étudiants. Cette nullité s'est dangereusement révélée sous l'occupation.

Que répondre lorsqu'on nous cite les noms de certains dirigeants d'AGE qui ont adhéré d'enthousiasme, au régime qui est heureusement défunt ou lorsqu'on mentionne l'incapacité caractérisée des AGE à devenir le foyer de la résistance étudiante au nazisme qu'il vienne de l'extérieur ou de l'intérieur.

Il était évident pour nous, que l'UNEF n'avait pas commis tous les pêchés dont on l'accuse après coup, mais qu'elle avait essayé de ruser avec l'histoire, n'ayant pas été cette espèce de foyer de la Résistance, comme l'avaient été les syndicats ouvriers.

Nous ne voulions pas que cela recommence. On définissait l'essence même du syndicalisme en essayant de trouver et de favoriser l'émergence de dénominateurs communs, plutôt que de favoriser la neutralité politique ou religieuse qui avait encombré l'UNEF dans sa conception.

Malgré tout, nous savions que cet idéal unitaire ne pouvait s'accomplir qu'en servant dans le quotidien les étudiants, et donc loin de renier tout ce que l'UNEF corporatiste avait pu faire sur le plan social pour les étudiants, nous estimions qu'il fallait en faire encore plus. Il est de fait que c'est une époque où l'UNEF a fait des choses extraordinaires. C'est vrai, par exemple, de mon restaurant d'AGE qui est passé de moins de 100 repas quand je suis arrivé à 1200, quand je suis parti. De même que pendant la guerre il était normal et glorieux de tomber sous les balles - c'est pourquoi il ya cet hommage qui n'était pas qu'un hommage verbal -, de même le dévouement des étudiants dépassait celui de la cause étudiante. La démocratisation du savoir, le fait de créer un mouvement de jeunesse qui évite de retomber dans les ornières du passé, était ce qui nous soulevait et cela, il est vrai, ne peut durer éternellement.

Ces analyses sont absolument nécessaires bien qu'elles ne soient pas nouvelles. Il faut commencer par repérer les différences entre les diverses époques évoquées. Peut-être n'est-il pas inutile de se souvenir que l'analyse est nécessaire pour

préparer à l'action mais que l'action est obligatoirement une synthèse. Or, quelle que soit l'importance qualitative et quantitative des différences entre ces époques, il y a des données permanentes qui à l'heure des synthèses reviennent et qu'on le veuille ou non ramènent à quelques types de réponses.

Nous disions que nous avions trois voies, schématiquement. Pour organiser le pluralisme, inutile de vous dire que la minorité résistante était une très petite minorité. Les premières élections universitaires n'ont pas été favorables partout aux résistants et c'est logique. Mais nous avons nous, fait le choix d'un mouvement autonome et unitaire. Nous avons examiné la voie corporative, il y avait de tels besoins matériels qu'on pouvait se dire que nous réunirions l'essentiel des gens pour faire face à ces besoins extraordinaires qui touchaient à la santé, à la nécessité de se loger, de se restaurer, d'avoir la sécurité sociale que nous n'avions pas.

La voie corporative s'ouvrait donc à nous. Nous l'avons estimée insuffisante parce qu'au sortir de la période d'histoire que nous avons vécue, pour ceux d'entre nous qui se voulaient l'avant-garde, et nous ne craignons pas le mot, sans nous conférer des droits supérieurs aux autres, cette voie corporative était trop courte et qu'elle priverait le mouvement étudiant des représentants les plus ouverts et les plus dévoués des minorités politiques et religieuses.

Puis il y avait la voie parlementaire, en prenant acte du pluralisme idéologique, qui existait à la Libération. Il faut savoir ce qu'a été la Résistance, c'était tout sauf un mouvement unifié. On se disputait même les armes. Les gens de ma génération se méfiaient les uns des autres jusqu'à une heure très tardive. Il ne faut pas s'imaginer qu'il y a eu une grande réconciliation nationale. A la Libération, il y avait par exemple l'UJRF étudiante bien avant l'UEC, la JEC, la FFC, des mouvements protestants ainsi que l'Union patriotique des organisations de Jeunesse (UPOÉ), qui pouvaient être considérées comme étant la forme d'expression de ce pluralisme. Beaucoup le pensaient et cela paraissait plus facile qu'une espèce de parlement étudiant. Nous l'avons rejeté parce que nous pensions que cela ne serait pas efficace.

Très vite le vrai rôle d'un mouvement autonome est apparu. Fédérer le pluralisme ça se fait autour de quelque chose d'autonome. Autonome aussi est un mot galvaudé, cela veut dire un mouvement qui refuse d'être instrumentalisé.

Nous avons pris le risque permanent des élections. Nous en perdions, mais pour l'essentiel on peut dire que pendant toute la période où il a fallu conquérir la sécurité sociale, créer l'idée d'allocation d'études, le mouvement était dirigé de façon non instrumentalisée et n'avait pas l'idée qu'il puisse exclure quiconque, et dans le même temps, qu'il puisse y avoir des dissidences.

Je sais que tout cela peut vous paraître très lointain et que vous vous demandez si tout cela est possible. Je n'ai pas de recettes à vendre. A chacun ses tâches, j'assume les miennes avec une âme, mais sans état d'âme. J'ai cru entendre précédemment qu'il y avait une bataille sur «anima animus», c'est un vieux débat. Ce qui nous importait c'était d'animer, et peu importe la voie que l'on choisit pour y arriver. Nous n'étions pas ignorants de cette querelle philosophique mais nous laissions chacun à ses choix théoriques et nous nous efforcions d'accoucher de pratiques qui puissent être autonomes et unitaires.

Mon seul souhait c'est que, quelles que soient les formes d'organisation sur lesquelles aucun conseiller extérieur ne peut vous être utile, chaque génération s'efforce de répondre à ses problèmes. Ayez cette idée que les réponses sont possibles mais qu'il est redoutable de s'enfermer dans des impasses. Il y a des moments où il faut sortir des voies qui sont clairement apparues comme des impasses. Le fait qu'à l'heure actuelle il ne puisse y avoir de coordination, j'emploie le terme au niveau descriptif plus visible de l'ensemble d'un mouvement étudiant qui a tant de besoins, à mes yeux, c'est un scandale historique!

Débrouillez-vous, chacun avec ses sensibilités, chacun avec ses idéologies, chacun avec ses légitimes pluralismes, mais de grâce, essayez de nous prouver que vous n'avez pas totalement oublié ce que nous avons fait, qui est que le mouvement se fait en marchant. Nous l'avons prouvé en quelques années. Voyez ce que les conquêtes de l'époque ont pu représenter, parce que nous avons fait ce choix.

D'une façon ou d'une autre, vous aurez besoin d'un instrument autonome et unitaire!

[...]

Il est évident que lorsque nous regardons ce qui nous a suivi, nous voyons un éloignement progressif par rapport à notre conception, au fur et à mesure que certains de nos héritiers, d'immense valeur humaine au moins égale à la nôtre, se laissent tenter par ce qu'ils croient être le plus court chemin, à savoir le chemin plus partisan.

Non pas que dans nos rangs il n'y ait pas eu des gens de tous bords. Les dirigeants étaient porteurs de cartes politiques diverses, l'important d'ailleurs était que cela se sache. A l'époque même où a été repensé le syndicalisme étudiant, c'est vrai historiquement par rapport à ce qui a été évoqué de 1935 ou d'autre période, pratiquement l'essentiel des principaux dirigeants qui ont porté le mouvement étudiant, avaient choisi d'être indépendants des partis, et cela ne voulait pas dire qu'ils n'avaient pas d'avis. On avait vu qu'à l'Ecole normale supérieure il y avait des générations maurrassiennes, comme il y a eu des générations althussériennes. Tout cela ne nous a pas ébloui, comme on comprend les débats présents, mais on comprenait aussi qu'il y avait quelque chose de commun à travers tout cela, et qu'il était possible d'avoir le pluralisme ordonné. Ordonné autour de quelque chose qu'a représenté la charte de Grenoble. La charte de Grenoble n'était pas issue d'un parti: je peux vous dire que ceux qui l'ont rédigée ont eu des discussions très longues. Il y avait autour de la table des gens qui avaient été FTP, d'autres qui avaient animé des mouvements chrétiens, d'autres qui n'étaient pas marqués politiquement, d'autres encore qui avaient traversé l'Occupation en gérant l'AGE elle-même. C'est précisément ce qui nous intéressait, trouver ce point de jonction, la preuve c'est que nous l'avons trouvé. Cette charte de Grenoble quand nous l'avons proposée à Grenoble, n'oubliez pas qu'elle a soulevé un enthousiasme général.

Beaucoup pensaient que ce n'était que des mots, il a fallu d'abord convaincre que ce n'était pas que cela.

C'est grâce à la charte que deux ans après il y a eu la Sécurité sociale étudiante et non de petits régimes mutualistes qui n'auraient pas tenu longtemps avec le prix de journée en sanatorium, le sanatorium n'étant pas suffisant à pourvoir aux

besoins étudiants. Il fallait découvrir concrètement ce que cela voulait dire que d'être un jeune parmi les autres, un travailleur parmi les autres et donc de concevoir un régime général, après il y avait le spécifique pour la gestion mutualiste qui pouvait trouver sa place. Après le choix fondamental était un choix d'intégration à la société en général. Ce que l'on a fait avec cela, on l'a fait avec le reste.

On ne peut pas parler du prêt professionnel mais précisément même à l'époque où il n'y avait pas l'angoisse du chômage, nous ne voulions pas uniquement des prêts professionnels. Il y avait eu la bataille sur le mot de pré-salaire, ceux qui voulaient embrasser des professions libérales disaient qu'ils ne voulaient pas être salariés, aujourd'hui les avocats eux-mêmes peuvent être des salariés de grandes firmes, mais à l'époque c'était tabou. La bataille sur le pré-salaire a abouti à l'allocation d'études, choisie après de très longs débats et très ouverts, où participaient des gens qui venaient d'horizons divers. On n'expliquait pas qu'il fallait écouter les gens, on vivait le dialogue permanent et ceux qui s'étaient le plus mobilisés proposaient des choses qui pouvaient être jugées acceptables, puisqu'elles l'ont été. Ce qui prouve que nous n'avons pas eu tort ce n'est pas un choix idéologique qui sera toujours remis en question, c'est que nous avons été les plus socratiques. Ceux qui ont été les Sophistes ont continué à discuter du mouvement pendant que nous prouvions que le mouvement se faisait en marchant.

Nous avons prouvé que ce qu'on appelait la voie syndicale, par rapport aux autres tentations, le retour à la voie corporative ou la constitution d'un pôle dit parlementaire, était la meilleure. Parce qu'elle était la plus unitaire et en même temps la plus respectueuse du pluralisme.

Pensez, et je le dis avec un petit air de provocation, que Jean Marie Le Pen était membre de cette même UNEF, et qu'il remportait des succès à l'applaudimètre parce qu'il était déjà un redoutable tribun, et qu'au demeurant sur la guerre d'Indochine, la majorité des étudiants était plus proche des positions qu'il défendait dans l'immédiat que de celles des anticolonialistes les plus éclairés que nous nous efforcions d'être.

Quand il y avait des élections il y avait débat, et dans la grande UNEF nous n'avons pas bourré d'urnes, et je prends à témoin tous ceux qui sont là